



UNITE BRETONNE

Journal du Parti Breton

Octobre 2012

N° : 24

Sixième Congrès du Parti Breton

SOMMAIRE

- Editorial
Page 1
- Convention du Ter
Page 2-3-4
- Décès de Jean-Paul Moisan
Page 5
- Pays Basque Alderdi Eguna
Page 6
- DISTRO - SKOL
Page 7
- Institut de Locarn
Page 8-9
- PSA par Cariou
Page 10
- Page de PUB
Page 11
- En Vue du congrès
Page 12
- ANNEXES

Notre prochain congrès va se tenir à Rennes le 17 novembre : un cycle s'achève, puisque pour ce sixième congrès nous revenons là où s'était tenu le premier en 2003. Depuis, notre parti a beaucoup avancé mais notre message politique, nos objectifs sont restés identiques. Le contexte politique hexagonal a lui bien changé en apparence mais est-ce si vrai ? Qui parmi nous a cru, ou croit encore, que le pouvoir socialiste fera vraiment évoluer un Etat où les résistances à tout changement sont telles que la situation semble figée. Lors de mon déplacement au Pays Basque la semaine dernière, j'ai pu discuter avec des dirigeants de la CDC au pouvoir en Catalogne. Ceux-ci demandent des efforts énormes à leur peuple, ainsi en baissant les salaires des fonctionnaires de 20%, pourtant ils bénéficient d'un soutien de plus en plus important. « Dites la vérité au peuple et il vous soutiendra » m'ont-ils déclaré. En France, pratiquement au même moment, a été élu un spécialiste hors pair de la langue de bois ! Mais y avait-il un autre choix tant en regardant l'ensemble des candidats on ne voyait que des politiciens dans le sens le plus négatif du terme.

En adhérant au Parti Breton, nous avons nous fait un vrai choix. Nous voulons offrir une véritable alternative aux Bretons et non ce va et vient sans perspectives entre 2 partis qu'en fait tout réuni, et d'abord la soif du pouvoir pour le pouvoir. Notre congrès sera un moment où nous pourrons avancer ensemble vers un autre avenir, il nous faut nous mobiliser pour en faire une réussite. Notre combat pour une Bretagne démocratique retrouvant la maîtrise de son destin n'est pas facile mais il vaut la peine d'être mené. Tous ensemble, comme nous le montrent si bien nos amis Catalans, Basques ou Ecossais, nous pouvons faire beaucoup de choses.

Bevet Breizh

Gérard Guillemot

Secrétaire général Parti Breton



Journée interne Parti Breton Le 15 septembre 2012 à LORIENT COMPTES RENDUS

Nous remercions Jean-Claude Rivallain et Jacky Flippot, qui ont assuré la conception et la préparation de cette journée, et les membres de la Fédération du Morbihan, en premier lieu le Secrétaire Hervé Le Gwenn, qui ont mis en place toute l'organisation matérielle. Merci aussi à ceux qui ont dirigé les différents ateliers et aux différents rapporteurs dont je vous joins ici les comptes rendus. La matinée a été consacrée à une discussion dans chaque atelier sous la conduite d'un responsable avec un rapporteur chargé du compte rendu. Une réunion générale a eu lieu lors de l'après-midi avec rapport de chaque atelier et discussion entre l'ensemble des participants.

ATELIER FINANCEMENT Rapporteur : Hervé Le Gwenn

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

RAPPEL DE LA LOI

Les partis sont d'abord financés par des ressources privées

Les cotisations des adhérents: concernant le Parti Breton, il s'agit de son unique source de financement. Pour l'exercice 2012, ces cotisations sont au total de 8000 Euros ce qui fait une moyenne de 200 cotisations.

Dons des personnes privées, jusqu'en 2009 An Temz recevait 7500 € soit le plafond admissible par la loi, ce qui doublait notre capacité de financement. Les dons de personnes "morales" sont interdits. Ce sont les dons que faisaient les entreprises avant la loi de 1988.

Par le financement public

Les dépenses électorales sont remboursées aux candidats ayant atteint le seuil de 5% des voix.

Pour les partis ayant présenté des candidats dans 50 circonscriptions et ayant obtenu dans chacune 1% des voix, l'Etat alloue tous les ans et pendant 5 ans, 1,68 € par voix au dessus de 1%. Ce type de financement qui est la source principale de financement des partis ne peut se faire pour le Parti Breton que dans le cadre d'une alliance politique. En sus de ce financement, suivant le nombre de parlementaires les partis reçoivent également une certaine somme par parlementaire.

En contrepartie les comptes des partis politiques sont soumis à un contrôle rigoureux de la part du CNCCFP. Le Parti Breton envoie 2 fois par an les comptes de An Temz et ceux du Parti Breton à Paris.

LES BESOINS DU PARTI BRETON

Nous parlerons surtout des besoins de fonctionnement permanents. Comme les impressions de tracts, les diverses organisations donnant lieu à location de salles. Ce sont les dépenses que le Parti Breton a assumées jusqu'à présent. Cependant, tout parti qui se respecte utilise pour son fonctionnement un secrétariat et pour cela nous devons nous doter d'un local à Lorient

Pourquoi Lorient ?

Le siège du Parti Breton est situé à Lorient qui est en gros à équidistance de Brest, Rennes et Nantes. Nous avons évalué les frais de location, mais l'acquisition n'est pas à écarter, à environ 10.000 € par an. C'est une fourchette haute.

Le salaire brut dans le secrétariat est de 22 000 € à temps plein. Je pense que nous pourrions tabler sur un mi temps, soit 11 000 €.

COMMENT FINANCER ?

L'installation d'un bureau siège du Parti nous apportera à coup sûr de nouveaux adhérents. L'organisation de fonctionnement du Parti s'en trouvera aussi simplifiée. Il nous faut trouver 20 000 € hors élections.

Quelques pistes

La Fédération du Finistère vend des bibelots (stylos, briquets) nous pourrions augmenter le catalogue avec des T-shirts etc. L'idéal étant de créer une boutique en ligne. Simple à faire mais il faut à l'intérieur du Parti Breton quelques bonnes volontés chargées non seulement du site mais aussi de l'expédition des colis. Il est évident que la création d'un secrétariat simplifierait les choses.

Il faut aller chercher l'argent là où il se trouve: chez eux à Paris... Nous devons organiser un dîner conférence comme le fait Bolloré avec ses diners Celtiques. Pour cela nous devons trouver deux ou trois personnalités donnant envie de les rencontrer. Il paraît que Jean-Yves Lafesse est au Parti Breton, je pense que par son humour et son intelligence il peut être l'une de ces personnalités. Nous pourrions aussi demander à Patrick Le Lay d'intervenir, nous connaissons tous son attachement à la Bretagne et ses qualités d'entrepreneur. La liste n'est bien entendu pas exhaustive.

Les partis politiques organisent une journée festive, la plus célèbre étant la fête de l'humanité. Nous devons au sein du Parti Breton organiser chaque année la Fête du PBSB en Bretagne. Il faut trouver des lieux populaires et peuplés, près des grandes villes bretonnes. Nous devons aussi trouver des têtes de listes charismatiques.

En dernier lieu nous devons approcher les entrepreneurs bretons. Nous entendons chaque jour les Leclerc, Bolloré et tant d'autres nous parler de leur attachement profond pour notre pays, c'est à nous de leur démontrer qu'en renforçant le Parti Breton ils ajouteront leurs pierres à l'édifice. Pour cela nous devons monter un dossier sur nos buts et nos besoins, notamment avant les échéances électorales.

ATELIER REORGANISATION FONCTIONNEMENT INTERNE

Rapporteur : Kaïn Cañro

Participants à l'atelier : Claudine Perron, Caroline Ollivro, Jacky Flippot (animateur) Michel Jan, André Pochie, Michel Landivinec, Michel Toupin, Frank Darcel et Kaïn Cañro (rapporteur)

Il apparaît aux yeux de tous dans les multiples échanges autour de la table une source de difficulté majeure dans la gestion du Parti et des fédérations, qu'est l'absence de gestion de fichier des adhérents. Le constat est simple personne ne sait exactement qui est adhérent et à jour de cotisation, ou encore qui est « simple » sympathisant.

Par conséquent est proposée une **gestion centralisée du fichier**, d'un côté 1 personne gère le fichier d'un seul point de vue « comptable » avec pour seule mission : faire rentrer les cotisations et autres donations. D'autre part, 1 personne devant être garante de la bonne tenue du fichier, de sa mise à jour tant d'un point de vue quantitative que qualitative – ce fichier doit nous permettre hormis le fait de se compter - le plus rapidement possible de connaître les compétences et les « goûts » de chacun. Ces postes doivent être systématiquement doublés, et pour des raisons de sécurité et d'efficacité (disponibilité, vacances...)

Une autre évidence apparaît à chacun, celle du rôle des « institutions » du Parti. Les rôles du Bureau et du Conseil National sont-ils bien définis - nous en doutons. Aussi rappelons-nous que le rôle du **Bureau doit correspondre à celui de l'Exécutif** et pour le **Conseil National (C.N.) à celui de l'Exécutif**.

Aussi proposons-nous de renforcer le nombre des représentants au Bureau à 12 qui devra par sa définition d'exécutif se réunir 1 fois par mois. A cette occasion est évoquée la nécessité d'un engagement « moral » devant ses pairs, celle de consacrer X heures / semaine - mois de son temps au Parti sur la durée de l'engagement du mandat.

Les 12 postes se définissent comme suit :

- Président(e)
- Vice-président(e)
- Trésorier(ère)
- Secrétaire-Général
- Porte-parole
- Responsable Communication Externe
- Responsable Communication Interne
- Responsable Recrutement & fichier adhérents
- Responsable Animation Réseau des Fédérations ou Cellules
- Responsable Jeunes
- Responsable aux Elections
- Responsable de l'édification des Propositions Programmatiques et de la mise à jour du Programme et des Propositions Clef (en relation avec plusieurs responsables sectoriels, membres du CN ...)

Il est à remarquer que si ces postes correspondent à autant de fonctions essentielles à la bonne marche du Parti, on peut comprendre que ces 12 postes puissent être répartis entre un nombre plus restreint de membres sur une période de transition. En marge de ces points est abordé celui du rôle du Président : le groupe rappelle qu'il doit être la personnalité incarnant le Parti, mais également nous en attendons le rôle d'arbitre et de manager. Nous rappellerons à cette occasion que nous ne devons déroger à la règle de tout parti pour réussir : avoir un programme et qu'il soit incarné par un leader.

Également dans un souci de représentativité et afin de répondre à ce rôle parlementaire que nous souhaitons lui donner, le C.N. devra **comporter 40 membres** dont les missions seront définies comme celle d'irriguer le réseau des militants, de débattre et de travailler sur tous les sujets proposés par le Bureau comme par le Conseil lui-même, d'élire le Président... La remarque faite au sujet de l'engagement des membres du Bureau est ici aussi applicable aux membres du C.N., c'est-à-dire par déclaration devant ses pairs. Nous proposons également que les membres du Conseil National cotisent pour un **montant exceptionnel de 100€** à la fois dans un souci d'implication personnelle et aussi avec pour objectif d'améliorer rapidement la trésorerie du PB. Cette pratique de contribution plus élevée est en cours dans nombre de partis politiques.

Ce renforcement du C.N. en nombre implique forcément un renfort de la base militante et nous faut développer le nombre d'adhérents et passer par une restructuration des Fédérations.

Cette démarche doit être volontariste et mettre la proximité en avant, la priorité doit être le maillage ville par ville des membres du PB avec pour objectif l'abandon des fédérations départementales par des fédérations par pays (Voynet, bassin INSEE ...) la question reste ouverte) qui devront leur existence à leur vitalité et leur reconnaissance officielle par le Bureau. La Fédération doit être le résultat de l'agrégation des cellules ou sections locales et non imposé par le Bureau.

Toujours dans cette logique de renforcer le terrain nous suggérons de reprendre l'idée lancée dans le Léon, de proposer une adhésion « sympathisant » à 10 €. Le sympathisant se verra remettre un document qui stipule son soutien au Parti Breton cependant qu'il ne pourra participer aux votes et aux décisions de la vie du Parti. C'est à la fois ici une manière de rentrer de l'argent et pour le sympathisant de créer un premier contact avec le Parti. Enfin, la question se pose du **montant d'adhésion qui pourrait passer de 40 € à 20 €** sans système de dérogation. Cette perte pourrait être compensée par les cotisations du C.N., des sympathisants, et d'une politique plus « agressive » en direction des gentils donateurs et évitement du recrutement en nombre.

A noter : l'après midi même de cette journée, nous remettons nos conclusions à l'ensemble des militants et sympathisants réunis à l'occasion de ce forum. Si certains points auront suscité des réactions, il ne s'agira pas ici de les transcrire mais de se limiter à la synthèse du travail de groupe réuni le matin en atelier.

ATELIER POSITIONNEMENT POLITIQUE

Rapporteur : Thierry Salaun

L'UNION FAIT LA FORCE

Cette affirmation fait consensus. La nécessité de s'allier est reconnue par tous, pour rechercher des avantages électoraux de développement du parti et de sa notoriété. Ces alliances sont considérées comme des accords d'opportunité, qui doivent faire l'objet d'une évaluation différente en fonction du type d'élection ou d'enjeu. Elles doivent aboutir à faire progresser nos idées et être toujours formalisées par un accord écrit précisant le dénominateur commun du message politique qui sera porté, et les modalités financières et juridiques.

COMMENT ?

La discussion es alliances doit être assurées par une équipe ou commission permanente, de femmes et d'hommes motivés et dynamiques dont le rôle est d'être parfaitement intégrés au réseau politique et associatif breton. Cette équipe doit permettre au Parti Breton d'avoir toujours un haut niveau d'information, lui permettant d'émettre des avis motivés au sollicitation du cola et du national. Les décisions stratégiques comme les alliances sont validées par le Conseil National.

L'accord contractualisé est signé par le président du Parti Breton.

AVEC QUI ?

Différentes tendances ont été exprimées dans la commission :

- Des alliances uniquement avec des partis du mouvement breton, quel que soit leur positionnement politique (y compris aux extrêmes) c'est-à-dire plus ou moins la plate-forme associative KAD,
- Des alliances avec les partis bretons de droite et gauche modérée + les partis écologistes,
- Des alliances avec tous partis du centre gauche au centre droit,

Dans tous les cas, comme il l'a été indiqué plus haut, il est toujours nécessaire que ces alliances permettent de mettre en avant nos idées dans les professions de foi. La commission rappelle également le rôle essentiel des associations en Bretagne avec qui le Parti Breton doit entretenir des relations suivies pour être à l'écoute de leurs attentes.

ATELIER COMMUNICATION(S)

Rapporteur : Yves-François Le Coadic

Quelles leçons tirer des années passées ?

Mise à part les réunions orales au niveau des Fédérations et des instances, la majorité des communications se fait par voie électronique et par une voie papier le bulletin « L'Unité Bretonne ».

En ce qui concerne le COMMUNICATION INTERNE, la liste nationale reste confidentielle et les listes des fédérations sont moribondes et ne sont pas interconnectées. Sur le site WEB national, il existe un forum silencieux.

En ce qui concerne la COMMUNICATION EXTERNE, le site WEB était un site monomédia constitué pour l'essentiel des brefs communiqués émis par le Parti sur de trop nombreux sujets. Très réactifs, ces communiqués ne connaissent de développements visant à l'approfondissement des sujets traités. Un news service BRETONNEWS était proposé aux sympathisants.

Hors campagnes électorales, pas de campagnes d'affichage régulières. Absence quasi-totale des médias bretons et a fortiori français.

Donc, en conclusion, on ne peut que noter un fort déficit de communication.

Quelles propositions faisons-nous ?

Pour la COMMUNICATION INTERNE, il faut remplacer toutes les listes par une liste de diffusion unique nationale. Liste interactive, lieu d'échange, elle doit être alimentée sur une base hebdomadaire. Et donc supprimer les listes des fédérations.

Pour la COMMUNICATION EXTERNE, le site WEB doit devenir de plus en plus multimédia : photos, textes, vidéos, audios, etc. Il doit offrir des traductions des fondamentaux du Parti dans les principales langues européennes. Il doit aussi faire l'écho des nouvelles des partis frères grâce à une rubrique régulière.

La communication doit être axée sur 2 ou 3 thèmes porteurs (Institutions politiques, Economie - d'abord l'emploi et...) qui doivent déterminer la « marque » du Parti Breton.

A côté du WEB, le Parti doit aussi exploiter de plus en plus les réseaux sociaux.

Manifestations festives (fête du PB, Université d'été), conférences ponctuelles sont aussi proposées.

Quant à l'organisateur de ces communications, il est proposé de nommer un seul responsable de la communication.



4

EVENEMENTS DU TRIMESTRE

Décès accidentel de Jean-Paul Moisan (texte publié par l'A.B.P.) :

Jean-Paul Moisan est décédé à l'âge de 55 ans. Chercheur, Professeur émérite de médecine, il devint chef du service génétique du CHU de Nantes. Il dirigeait le laboratoire de génétique moléculaire.

Il a créé en juin 2003 l'Institut Génétique Nantes Atlantique (IGNA), dont il était le président. L'IGNA est un laboratoire privé d'expertises médico-légales qui intervient en matière d'empreintes digitales, d'analyses génétiques, de morphoanalyse des traces de sang et d'analyses des supports informatiques et électroniques.

Spécialisé dans la détermination d'empreintes génétiques à partir de prélèvements biologiques ou d'objets saisis sur les scènes d'infractions, l'IGNA est le leader des analyses ADN sur le marché français et a exporté des technologies aux USA en particulier pour le FBI.

Un des fondateurs du Parti Breton, Jean-Paul Moisan était un militant actif du rattachement de la Loire-Atlantique à la région Bretagne. A contre-courant de beaucoup, en tant que généticien, il était partisan de la culture des OGM. Il était également l'un des vice-présidents de l'Institut de Locarn où il se rendait souvent. Il y proposait régulièrement des idées ou des projets pour financer la recherche en Bretagne.

Les obsèques ont été célébrées mercredi 22 août :

- Une première cérémonie a eu lieu à 11h00 à l'église de Basse-Goulaine.
- Une 2ème cérémonie a eu lieu à 16h à l'église de Carhaix, suivie de l'inhumation au cimetière de Carhaix.



Note de la rédaction :

Jean-Paul a, en effet, été le co-fondateur du Parti Breton. Il est resté depuis à la disposition du Parti pour le défendre ou intervenir comme conférencier quand nous le souhaitions.

Nous le voyions avec joie dans les défilés de Bretagne Réunie à Nantes, arborant le drapeau du Parti Breton tout au long du cortège.

Sa disparition a été un choc. Bien évidemment les militants du Parti Breton ont été présents le jour des cérémonies d'enterrement. L'une d'elles a été célébrée à Basse-Goulaine où une gerbe de fleurs a été déposée par la fédération de la Loire-Atlantique et la deuxième à Carhaix où Jean-Paul a été inhumé.

Un communiqué a aussi été adressé à Ouest-France et Presse-Océan faisant part de nos condoléances et notre sympathie à son épouse Brigitte, à ses enfants et à sa famille

5

Alderdi Eguna 29-30 septembre 2012

Le Parti Breton était représenté, comme depuis plusieurs années, à la fête annuelle du parti nationaliste basque -EAJ PNV-. A l'invitation de nos amis basques, j'ai participé avec Thierry Salaun, membre du Conseil national, à un week-end de travail et festif très chargé.

La journée du samedi 29 a été marquée par la réunion dans le local du PNB à Saint Jean de Luz en présence de Txaro Goikolea, présidente d'EAJ-PNB nord. Nous y avons retrouvé les Savoisiens de la Ligue savoissienne, les Alsaciens d'Unser Land et surtout les Catalans de la CDC.

Ceux-ci ont présenté le point de la situation en Catalogne à la lumière des derniers événements. Ils ont expliqué que désormais la Convergence catalane (CiU) avait choisi de se lancer dans le processus d'indépendance et cela sans idée de retour en arrière, la manifestation monstre du jeudi 11 septembre, qui a réuni 1,5 millions de personnes, n'a fait que les conforter dans leur choix.

La dissolution du Parlement devrait amener une majorité plus forte des indépendantistes, il espère 100 députés sur 130, et pour la consultation sur l'autodétermination ils ont fait part de sondages concordants donnant plus de 70% de oui.

La décision de la rupture avec Madrid a été prise à la suite du refus de la droite au pouvoir de renégocier leur statut, notamment au niveau fiscal, Artur Mas ne l'a pas accepté.

La Catalogne verse chaque année entre 15 et 20 milliards d'euros à Madrid et elle a beaucoup de mal à recevoir la part qui lui revient, environ 50%.

Pour mémoire, le Pays Basque gère directement le prélèvement de l'impôt et reverse 5 à 6% à Madrid pour les tâches régaliennes.

Les pressions actuelles et à venir de Madrid n'impressionnent visiblement pas les Catalans, ils vont décider de percevoir directement l'impôt puis de lancer le processus d'indépendance, même l'idée d'une intervention de l'armée ne les effraye pas et ils la jugent peu probable.

Donc préparons nous à voir naître rapidement un nouvel Etat ce qui va produire des remous importants comme vous l'imaginez.

Nous sommes ensuite allés à Bilbao, où nous étions logés dans un bel hôtel proche du siège du PNB où nous avons été invités à un dîner le soir même avec les représentants de toutes les délégations invitées.

Le lendemain nous sommes partis pour la fête qui se déroule à côté de Vittoria sur un terrain immense appartenant au PNB.

Après une collation et quelques mots avec le président du PNB, nous avons participé au défilé des officiels. Cela était impressionnant : nous passions dans une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes criant « Indépendance, Indépendance... » en basque.

En fait la stratégie du PNB a évolué : lors d'une rencontre, il y a quelques années, un dirigeant avait parlé seulement de plus d'autonomie, visiblement l'heure est maintenant à l'accélération des événements.

Nous nous sommes installés ensuite sur la tribune officielle. J'ai été placé au 1^{er} rang, assis à côté d'Oriol Pujol, Secrétaire général du CDC, formation principale de la CiU au pouvoir en Catalogne.

L'impression est extraordinaire, se retrouver face à une foule de 100 000 personnes, se lever au nom du Parti Breton pour la saluer...

De la tribune, nous avons suivi les différents discours, dont celui du Président, Iñigo Urkullu, qui a mis beaucoup en avant la notion de « Pays Basque, nation européenne », slogan qui est aussi celui du Parti Breton depuis sa création.

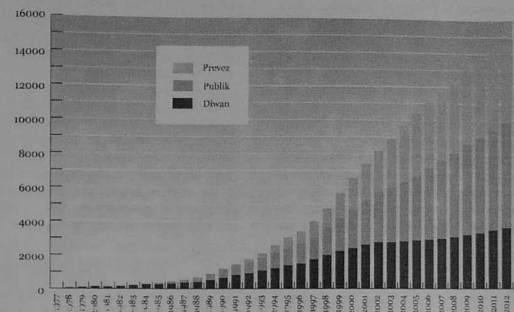
Ce voyage a été très motivant et montre que beaucoup de choses sont en train de changer en Espagne et en Europe.

A nous de nous mobiliser et d'entraîner les Bretons dans ce vaste mouvement démocratique pour leur rendre leurs droits fondamentaux.

Gérard Guillemot
Secrétaire général Parti Breton

Distro-Skol 2012:

Ur miz goude an distro-skol setu ma krog an traoù da dreñ plaen er skolioù, skolaioù ha lise, evel e lise Diwan Karaez. 272 lisead a zo bet degemeret e Kerampuilh ar bloaz-mañ pa ne oa nemet 259 warlene ha 159 e 2006.



14709 skoliad en hentadoù divyezhek e 2012

Skrid "Ofis ar Brezhoneg" embannet d'ar 24/09/12 gant an "Agence Bretagne Presse".

Kresk zo atav gant ar c'helenn divyezhek e Breizh : 14 lec'h nevez zo bet digoret er lañ derez ha 627 skoliad ouzhpenn zo. Er publik ez eus ouzhpenn 6000 skoliad evit ar wezh kentañ (6260 end-eeun), 4824 gant an deskadurezh katolik ha 3625 gant Diwan (a zo gant ur c'hresk kriz brasoc'h eget ar prevez).

Kresk zo e pep departamant er bloaz-mañ adarre. Er Mor-Bihan ez eus muioc'h eget 4000 skoliad evit ar wezh kentañ (4042), kreñvaet eo plas an departamant-se evel an eil hini e Breizh (Penn-ar-Bed a chom er c'hentañ plas gant 6654 skoliad). Aodou-an-Arvor eo an departamant gant ar c'hresk izelañ (+ 2,2% ; 2292 skoliad). 1107 skoliad

zo en Il-ha-Gwilen (+ 5,7%) hag el Liger-Atlantel eo tremenet pazenn ar 600 skoliad (614 ; + 6,6%).

Bro Brest eo ar vro gentañ gant 3408 skoliad, gant 17 % kresk war an niver a vugale divyezhek e kêr Brest hec'h-unan. E bro an Oriant eo tremenet pazenn ar 1000 skoliad (1092) ha hini ar 500 skoliad e bro Naoned (525).

Kêr Roazhon eo atav ar gumun a skoliata ar muiañ a skolidi (641), Naoned a c'hounez ur plas hag en em gav d'ar 4e (478) goude Gwened (555) ha Kemper (554). Brest eo ar gumun gant ar muiañ a lañ er bloaz-mañ (+56 skoliad, digoradur en eil lec'h publik zo kaoz evit un darn vat).

LA 5^{EME} UNIVERSITE DE L'INSTITUT DE LOCARN :

Extrait du compte-rendu par Philippe Argouarc'h :

Joseph Le Bihan a encore une fois tiré la sonnette d'alarme à propos de deux menaces qui pèsent sur la Bretagne : le naufrage avec le paquebot France caractérisé par une désindustrialisation croissante et la désintégration possible de la Bretagne selon une fracture entre une Haute Bretagne qui devient de plus en plus une extension de la région parisienne et une Basse Bretagne océanique qui se racrochait au mieux à l'Europe du Nord et qui, au pire, serait marginalisée.

Le président de l'Institut, Alain Glon, notant l'échec des échanges avec l'ancien président Sarkozy après plusieurs invitations à l'Elysée de représentants de la revendication bretonne, propose de «larguer les amarres», de

Petit compte rendu de cette université (par Jean-Christophe).

En bref, une journée bien remplie avec des intervenants d'extrême qualité (je peux le dire moi qui ai usé mes culottes sur les bancs des Ecoles de Commerce). Divers sujets abordés :

Crise :

Selon Claude CHAMPAUD, ce n'est pas une crise du Capitalisme mais une crise du Financialisme.

Pour lui, le capitalisme est nécessaire pour avoir les fonds nécessaires au développement de l'économie.

Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois de l'après demain, c'est donc une gestion à long terme.

Europe :

Selon Jean-Luc BASLE, l'Europe est une oeuvre inachevée avec des tares congénitales.

L'inachèvement principal est sur la gouvernance économique. Un gouvernement économique c'est avant tout une monnaie commune et un budget commun (le budget n'est pas commun, et la France s'y refuse). Les tares sont :

- l'article 125 de Maastricht qui "INTERDIT L'AIDE ENTRE PAYS" (principe idiot mais en vigueur),

prendre des distances. La France perdrait 1% de compétitivité par an. Les chefs d'entreprises bretons n'ont même pas besoin de se mettre en grève car « ils le sont déjà par manque de commandes et les pertes de marchés » a déclaré Alain Glon à ABP. Pour lui, l'agro-business breton n'a pas de futur avec la France...

La Bretagne doit continuer de développer ses PME. C'est sa force. 90% des entreprises bretonnes ont moins de 20 salariés mais il faudra instaurer un small business act breton pour encourager la croissance de nos PME et éviter qu'elles disparaissent ou soient bouffées par des grands groupes français basés à Paris ou par des multinationales...

Le Financialisme est une gestion à court terme, on traie l'entreprise et les employés jusqu'à qu'ils ne donnent plus et on jette!

L'Allemagne gagne surtout du fait de ses nombreux champions qui sont des grosses PME familiales avec une conscience sociale (une responsabilité vis à vis de la société) !

La France a tué ce type d'entreprises !

- l'interdiction faite à la BCE de faire un prêt de "Dernier recours", donc de se comporter comme une vraie banque centrale,
- l'absence de gouvernance économique.

Pour sortir de la crise, l'Europe doit faire le choix de 2 solutions indispensables parmi 3 choix (sans pouvoir choisir les 3) : La réalisation de l'UE / la Démocratie / l'Etat-Nation

- L'EUROPE et l'Etat-Nation en perdant la Démocratie (choix proposé à la Grèce de réaliser des mesures drastiques sans consultation du peuple, ce qui est évidemment une erreur)
- L'EUROPE et la Démocratie en perdant l'Etat-Nation (ce choix, la France le refuse elle ne souhaite pas perdre sa "République" une et

indivisible par des règles communes, parole de J. Chirac, ce qui ne pose aucun problème à l'ensemble des autres pays, voir l'exemple du Royaume-Uni)

- L'Etat-Nation et la Démocratie en perdant l'Europe (ce choix, personne ne le souhaite !)

J'ai posé la question en privé à M.Basle que si j'avais bien compris, la France est le principal obstacle à la construction de l'UE car elle veut préserver son mythe "Républicain et ne pas risquer de perdre les nations soient disant détruites (M.Rocard) en commençant par la Bretagne. Sa réponse, oui, c'est tout à fait cela !

France / Bretagne :

Henri LAGARDE nous a expliqué que contrairement à la soupe médiatique, une entreprise allemande est beaucoup moins taxée qu'une entreprise française (30% de mémoire). Seules les entreprises du CAC 40 bénéficient d'un régime fiscal particulier qui leur permettent un peu de compétitivité vis à

vis de l'Allemagne, alors que les grosses PME (250 à 2500 personnes) prennent tout le poids fiscal français de face.

La France va droit dans le mur, et c'est la gestion centraliste et hyper-taxée qui l'y entraîne.

Conclusion :

Selon nos experts, la "vraie" crise en Europe n'a pas encore commencé, elle devrait frapper la France d'ici à 5 ans au plus tard. La France est perdue si elle n'abandonne pas son système centraliste et si elle ne réduit pas ses taxes !

(Sauf que le petit groupe de jacobins parisiens qui récupère la richesse de la France est incapable de le faire : toutes les régions auraient vu le budget gelé par F. Hollande sauf le Grand-Paris).

L'Allemagne et les pays du nord et centre de l'Europe n'accepteront pas un suicide

Autres :

- « Produits en Bretagne » veut développer une monnaie bretonne en parallèle de l'EURO. Cela se fera par Smartphone. En gros, quand vous achetez des produits "Produits en Bretagne" vous disposez de "LUR" qui vous permettent d'acheter d'autres produits de "Produits en Bretagne".
- « Produits en Bretagne » a contacté PSA

solidaire avec la France, ils vont obliger la France à réagir ! Mais comment ?... Cela risque d'être brutal !

Il faut que la Bretagne commence à s'organiser pour apprendre à vivre sans la France en construisant sur la valeur Bretagne (une image de marque formidable en Europe, que les bretons délaissent pour l'instant !) (Jean Olivro a fait la promotion du territoire Bretagne que les bretons doivent réapprendre à connaître avec toutes les richesses qui sont les siennes. La Bretagne a tout pour réussir !)

(la direction parisienne et rennaise) pour valoriser les voitures produites à Rennes. PSA n'a pas répondu !

- M.Champaud a rappelé qu'au 17^{ème} siècle, la Bretagne frappait 1/3 de la monnaie OR de la France, nous n'étions pas pauvres, loin de là !

CONTRIBUTIONS DE NOS MILITANTS :

Daniel Cariou au sujet de P.S.A.

L'interventionnisme de l'Etat a été une catastrophe, surtout les plans Sarkozy :

- la prime à la casse, c'est assécher le marché futur pour un résultat électoral immédiat. Sauf que, compte tenu de son montant, la prime a concerné les petites voitures.

Peugeot a donc été trois fois perdant :

Les petites voitures sont faites à l'étranger, la France n'est plus compétitive, depuis longtemps, pour en faire; Peugeot, produisant beaucoup en France a mal profité de la prime.

Peugeot fait surtout de grosses voitures; là aussi Peugeot a mal profité de la prime. Et donc la réserve de marché a été asséchée par la prime : les stocks s'accumulent, si bien que la firme les fait aussi supporter par son réseau lui aussi au bord de l'asphyxie et maintenant il faut assumer la fin de la prime.

- Peugeot a reçu un prêt de l'Etat à condition de ne pas se restructurer, tandis que General Motors est répartie car elle a reçu une aide de l'Etat à condition de se restructurer. L'Etat a ainsi accru le retard compétitif de Peugeot. (à manipuler avec précaution devant les électeurs).

- Enfin Peugeot, comme toute entreprise française, avant d'investir doit d'abord nourrir un Etat irresponsable géré par des incompetents.

Par exemple, aucun des ministres n'a jamais travaillé dans une entreprise.

Peugeot souffre de charges et d'impôts, certes, excessifs, mais aussi d'un environnement législatif, fiscal et social changeant chaque semaine afin que chaque petit député puisse accoler son nom à une nouvelle loi.

- Peugeot brûle son cash très vite et on ne sait combien de temps elle peut tenir.

- La famille a voulu garder le contrôle et 25 % des parts directement, mais donc cela a nécessairement freiné la croissance et la recherche.

De ce fait :

- il y a pénurie de nouveaux modèles

- le développement extra européen est insuffisant et l'Europe est en crise. La part de Peugeot sur le marché chinois est dérisoire. Pour tout arranger, l'Iran, qui est un gros client de Peugeot, souffre de l'embargo.

- J'attire votre attention sur le fait qu'après la fermeture d'Aulnay, Rennes, surtout après attrition, devient la plus petite usine Peugeot, donc la plus exposée de quatre sites restants de l'hexagone lors de la prochaine vague, si l'on excepte Sevenoerde, dont le destin est en cours de clarification.

- Peugeot a un problème de crédibilité à l'étranger dans le haut de gamme, à cause de son image française synonyme de mauvaise qualité, surtout face à la production allemande.

Il est pour moi choquant d'entendre des Ayrault, Montebourg ou Hollande donner des leçons de management à Peugeot, surtout Ayrault qui déteste le secteur privé quand ce ne sont pas ses petits copains. La surcapacité de production de l'automobile européenne est de plus de 20%, sans doute en France le secteur en plus grande surcapacité après l'administration.

Trois marques au moins sont menacées de disparaître: Peugeot, Opel, filiale de GM, et Fiat qui pour s'en sortir envisage dans un premier temps de fermer son usine historique de Turin.

NB: Peugeot a déjà fermé son usine anglaise de Riley qui employait 1500 personnes. Sachez que le gouvernement ne peut et ne fera rien pour aider Peugeot, et pour son personnel qui n'appartient pas au secteur public.

Mais en revanche il peut précipiter la chute de Peugeot en l'empêchant de se restructurer.

Pour l'instant, Peugeot est encore suivie pas ses banques (la France aussi, pourtant elle est en faillite).

10

N.B. :

En raison de l'approche du Congrès l'Unité Bretonne se consacre à la préparation de cet événement différant ainsi la parution d'autres contributions intéressantes que nous avons reçues. Elles paraîtront dans le prochain numéro, courant décembre.

Ce numéro de décembre relatara la tenue du Congrès, fera part des nominations intervenues et des événements à attendre dans le cours des mois qui suivront.



Cette page est réservée aux annonceurs que nous vous recommandons de privilégier dans le choix de vos prestataires de services :

saveur
sushi

Tél : 02 97 64 40 83
Quai des Indes - Lorient
www.saveursushi.com

Logotypes - Chartes graphiques - édition - audiovisuel - packaging - corporate

Existez !

Mais quelle est votre communication ?

imag:c

www.imagic.info

11

Nos coordonnées

PARTI BRETON
B.P. 50403
56100 LORIENT Cedex
Tel : 06 77 14 71 41
Rejoignez-nous sur notre
site-web !

www.partibreton.org

ou

contact@partibreton.org

PARTI BRETON
STROLLAD BREIZH

Directeur de publication :
Gérard Guillemot

Responsable du comité de
rédaction : A. Samson

Prochain numéro :
Décembre 2012

En vue du Congrès

Vous trouverez ci-joints :

- **Le programme de la journée** qui va se dérouler à la Maison de l'Agriculture de Rennes, dans le Technopôle Atalante Champeaux, rue Maurice Le Lannou.
- **Le règlement intérieur.**
- **Candidatures au Conseil National**
- Un **feuillet d'inscription** à retourner au Siège le plus rapidement possible,

Cotisations

Pour avoir droit de vote pendant le Congrès chaque militant est tenu d'être à jour de sa cotisation de l'année en cours. Il lui est néanmoins autorisé de se mettre à jour à l'ouverture du Congrès. Règlement de la cotisation afférente à l'année 2013 : tout versement de cotisation à compter de la date du Congrès sera considéré comme valable pour l'année 2013.

Les règlements doivent se faire à l'ordre de « An Temz », association de financement légale et obligatoire du Parti Breton. Ceux qui bénéficient de la déduction fiscale de 66% (c'est-à-dire qui se trouvent assujettis à l'I.R.P.P) peuvent avoir intérêt à régler leur cotisation 2013 dès maintenant pour avoir droit à cette déduction sur les impôts au titre de l'année 2012. Le trésorier demande, en tout cas, à ce que les règlements lui parviennent avant le 15 décembre pour éviter les déconvenues (courrier en retard et impossibilité de délivrer le bon de défiscalisation au titre de l'année en cours).

Participation à l'élaboration du journal « L'Unité Bretonne ».

Il doit être le journal de chacun de nous impliqué dans la vie du Parti. Adressez-nous reportages d'événements que vous avez vécus, photos, documents...

Nous n'avons pas suffisamment d'annonces publicitaires. Un effort sera demandé dans ce sens courant 2013. Elles permettent un contact privilégié avec les entreprises, les commerçants...et les recettes constituent un appoint à la trésorerie du Parti.

Merci de votre collaboration, et

Rendez-vous au Congrès du 17 novembre à Rennes